

Annexe 4 Bis

Proposition d'organisation d'une visite médicale en lycées agricoles pour la mise en œuvre des dérogations aux travaux réglementés pour les jeunes de 15 ans au moins et de moins de 18 ans.

(EA)

Le Directeur de L'EPLEFPA transmet à l'infirmière de l'établissement les listes des élèves concernés par la visite médicale par classe, nom et prénoms, date de naissance ainsi que son établissement d'origine en début d'année scolaire dans les 15 jours. Il est à noter que la période d'observation ne doit pas être un frein à la transmission de ces listes.

Chaque année, le chef d'établissement identifie un personnel référent pour l'organisation de ces visites médicales qui peut être l'infirmière de l'établissement ou en cas d'absence toute personne habilitée.

Il met à disposition des médecins, des locaux et équipements conformes à la réalisation des visites médicales.

Il inscrit au règlement intérieur que les élèves exposés à des conditions de travail réglementées doivent avoir une visite médicale obligatoire, afin d'accéder à l'enseignement technique ou professionnel conformément au code du travail. Sans cette visite, l'élève ne pourra pas recevoir l'enseignement correspondant.

Il fournit au médecin les référentiels permettant d'identifier les travaux réglementés qui y sont rattachés.

L'infirmière ou toute personne désignée par le Directeur de l'EPLEFPA organise les visites médicales en concertation avec le directeur adjoint, elle distribue aux élèves concernés par les visites médicales un courrier typa signé du directeur de l'EPLEFPA fin de les informer de la date et l'heure de la visite médicale et demande que l'élève ramène son carnet de santé.

Le Directeur adjoint de l'EPLEFPA, l'infirmière de l'établissement et le médecin agréé organisent de concert les visites médicales.

Le médecin établit une programmation sur plusieurs semaines au cours du premier trimestre de l'année scolaire afin de réaliser ces visites médicales .

A l'issue de la visite médicale, le médecin donne un avis d'aptitude ou pas aux vues des éléments médicaux dont il dispose. Cet avis médical est joint à la demande de dérogation individuelle.

Enfin les élèves présentant des problèmes de santé et nécessitant des examens, bilans et ou consultations spécialisées, n'auront un avis médical, qu'après les résultats de ces examens, et sont donc considérés inaptes temporairement et ne peuvent participer aux travaux de l'exploitation agricoles, d'avoir accès à des travaux réglementés et aux stages en entreprise.